



## Une réponse queer au revers de droite

*Papier de position du PS Queer Suisse de l'Assemblée des membres du 8 octobre 2023*

Nous, féministes queer, aspirons à un monde dans lequel nos identités queer ne sont plus synonymes de stigmatisation, de discrimination et de violence. Nous aspirons à une vie libre et émancipée dans une société où toutes les formes de vie et de relations sont respectées et célébrées. Un monde dans lequel notre sécurité et notre santé ne dépendent pas de la possibilité d'en tirer profit ou de la capacité d'une société à se permettre un bien-être suffisant pour l'ensemble de la population.

Au cours des deux dernières décennies, l'opinion libérale dominante dans les pays occidentaux était que notre société évoluerait d'elle-même toujours plus dans la direction de l'inclusivité. Les forces sociales-démocrates et socialistes étaient sceptiques à l'égard de cette opinion.

En effet, chaque progrès social a été précédé par des décennies de lutte dans la rue. Chaque changement de l'opinion publique en faveur d'une plus grande ouverture à la cause queer a été précédé par le travail militant d'innombrables et courageux-ses activistes queer. Ce n'est qu'ainsi que l'on a pu obtenir en Suisse le partenariat enregistré et, depuis 2021, le mariage pour toutes et tous, ce n'est qu'ainsi que la protection contre la discrimination a pu être étendue à la sexualité et que la transition de genre a été institutionnellement simplifiée. **Les droits des personnes queer ne vont pas de soi dans une société patriarcale et capitaliste qui place le profit des individus au-dessus du bien-être de toutes et tous. C'est pourquoi ces droits sont toujours menacés d'être à nouveau attaqués, voire démantelés.**

Il faut s'opposer de toutes nos forces à ce revirement qui menace toujours. En 2023, nous nous trouvons globalement dans une situation où les forces d'extrême-droite se renforcent et où les personnes queer sont attaquées de front. Que ce soit aux États-Unis, où 417 nouvelles lois anti-LBGTQIA+ ont été déposées dans les parlements jusqu'en avril 2023 (en comparaison, en 2018, il y avait encore 42 dépôts dans tout le pays) ou en Italie, où les mères lesbiennes se voient retirer le droit d'avoir leurs propres enfants. Mais ce revers de droite se manifeste également en Suisse, où des groupes fascistes attaquent des lectures de drags et où un conseiller national UDC élu s'oppose si fortement à une journée d'enseignement libérale que celle-ci doit finalement être annulée. Il n'est pas surprenant que les agressions verbales et physiques (les crimes de haine) contre les personnes queer et en particulier trans aient



également augmenté massivement l'année dernière<sup>1</sup>. Cette offensive réactionnaire en cours est effrayante et nous la prenons très au sérieux.

Nous n'avons pas l'intention de nous avouer vaincu-es. Nous voulons comprendre comment fonctionne le mouvement réactionnaire actuel afin de mieux le combattre. Nous savons que seule une société inclusive, émancipée et progressiste produira un monde meilleur pour l'ensemble de la communauté et que nous atteindrons cet objectif. En effet, l'existence et la violence de ce revirement montrent que la progression socio-libérale est en train de gagner du terrain et qu'elle est partagée par un large public. Il est toutefois clair que ce progrès social doit être conquis et qu'il ne va pas de soi.

Cette prise de position a pour but de mettre en lumière le fonctionnement du mouvement réactionnaire occidental du début des années 2020, avec un accent particulier sur la Suisse, et de développer une stratégie pour s'y opposer – pour le PS, mais aussi pour la gauche queer au sens large.

## **1. Contexte historique**

Même si nous nous intéressons en premier lieu aux développements récents, nous ne pensons pas que la violence à l'encontre des personnes queer soit un phénomène nouveau. Au contraire, la répression et la criminalisation ont toujours structuré notre existence. Historiquement, l'homosexualité est apparue en tant que catégorie au tournant du 20<sup>ème</sup> siècle par sa criminalisation. Les premiers mouvements homosexuels sont apparus en réaction à la répression pénale des actes sexuels entre personnes de même genre. Dans le monde occidental, le mouvement homosexuel a été plus ou moins militant ou assimilateur selon les époques. Dans tous les cas, il est parvenu à faire évoluer la législation. En Suisse aussi, des glissements sociaux comparables ont été observés au cours des dernières décennies.

En Suisse, le fait d'être queer était fortement liée à la discrimination et à l'oppression, surtout à partir des années 1950. Par exemple, jusqu'à la fin des années 1970, les polices municipales tenaient des registres sur les homosexuels. Les lieux de rencontre queer devaient être tenus secrets, sous peine d'être la cible d'attaques.

La crise du SIDA dans les années 1980 et surtout les reportages unilatéraux ont attisé la peur et donc l'homophobie au sein de la population. Ce violent revirement a conduit à un

---

<sup>1</sup> Voir : Hate Crime Bericht 2023: Neuer Bericht zeigt: Mehr trans Personen melden Angriffe auf sie : Pink Cross.



« embourgeoisement » du mouvement gay dans l'opinion publique médiatisée. Les valeurs bourgeoises et hétéronormatives telles que le mariage et la monogamie ont ainsi été mises en avant, y compris au sein du mouvement gay, et ce notamment en raison de la nécessité d'une protection juridique (et donc sanitaire). Mais la crise et l'auto-organisation de plus en plus forte au sein des associations gays ont donné aux gays suisses une nouvelle présence publique et un sentiment de communauté d'autant plus fort et activiste.

Les droits des personnes trans en Suisse se sont développés en fonction des évolutions internationales. Depuis le milieu du 20e siècle, la transidentité a été reconnue par la recherche occidentale et le diagnostic de « transsexualité » est apparu pour la première fois en 1975 dans la Classification internationale des maladies (CIM), qui constitue encore aujourd'hui la base de la législation concernant les personnes trans<sup>2</sup>. La communauté trans se bat depuis lors contre la classification en tant que maladie mentale ainsi que pour un accès à l'adaptation de genre qui ne nécessite ni une adaptation chirurgicale complète, ni un retard dû à des observations diagnostiques, ni une stérilisation. De même, jusqu'en 2012, les personnes trans devaient réussir le test dit « de vie quotidienne ». Cela signifie qu'elles doivent vivre pendant un an dans leur genre réel avant de pouvoir bénéficier de mesures de réassignation de genre. Cela représente un énorme obstacle pour les personnes trans, qui les expose à un stress supplémentaire. Depuis 2012, les tests de la vie quotidienne et les stérilisations forcées sont abolis en Suisse. Le Transgender Network Schweiz (TGNS), fondé en 2010, a largement contribué à ce succès.

Ces dernières années, quelques étapes importantes ont été franchies en Suisse en vue de faciliter la transition. Ainsi, depuis 2019, avec la révision de la CIM, le diagnostic s'appelle « incongruité sexuelle » et depuis début 2022, le diagnostic CIM-11 « incongruence sexuelle » est en vigueur dans le chapitre « Problèmes/états de santé sexuelle », ce qui conduit à une dépathologisation de la transidentité. Toutefois, en Suisse, de nombreuses caisses d'assurance-maladie continuent à ne prendre en charge les coûts qu'après un diagnostic de deux ans. Une pratique qui va à l'encontre des obligations en matière de droits humains selon la CEDH<sup>3</sup>.

Chez les personnes intersexuées, le diagnostic est encore plus incertain. Aujourd'hui encore, des opérations non-vitales sont pratiquées sur des nourrissons intersexués, dans le seul but de déterminer leur sexe. Et ce, bien que la Commission européenne contre le racisme et

---

<sup>2</sup> Voir : Medizinische Einordnung von Trans\*identität | Geschlechtliche Vielfalt - trans\* | bpb.de

<sup>3</sup> Voir : Die Menschenrechte von trans Personen in der Schweiz - humanrights.ch



l'intolérance (2019), le Comité des droits de l'enfant des Nations unies (2021), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU (2022) demandent l'interdiction ou la pénalisation de ces interventions sur les enfants et que le Comité contre la torture des Nations unies (2023) juge que la pratique actuelle est une forme de torture. L'intersexualité est encore aujourd'hui un sujet tabou et entraîne trop souvent la honte ou des traumatismes chez les personnes intersexuées. Pour changer cet état de fait, il faut une large condamnation sociale des pratiques existantes et une visibilité sans jugement des personnes intersexes. La Suisse en est cependant encore très loin.

De manière générale, on peut dire qu'au cours des dernières décennies, la Suisse ne s'est pas distinguée en comparaison européenne comme un pays progressiste et favorable aux personnes queers.

En comparaison européenne, la Suisse n'occupe que la 20<sup>ème</sup> place sur 49 pays<sup>4</sup>. Le climat politique à l'égard des personnes queer est loin d'être aussi ouvert qu'on le prétend dans les médias. Ainsi, la protection contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle a été acceptée par les urnes en 2020. Toutefois, le Conseil national avait auparavant supprimé du projet la protection contre les discriminations fondées sur l'identité de genre. Le mariage pour toutes et tous a été adopté en 2021. Le projet a dû être soumis au corps électoral, car des groupes fondamentalistes et conservateurs de droite avaient réussi à rassembler un référendum contre lui. Environ un tiers de la population ayant voté était contre le mariage pour toutes et tous<sup>5</sup>.

Il y a toujours des avancées importantes, comme la simplification du changement de nom et de genre depuis le début de l'année 2021<sup>6</sup> ou la création de services compétents au sein du Département fédéral de l'intérieur (DFI) en 2024. Tous ces acquis sont précédés par des décennies de luttes du mouvement queer dans la rue, dans la salle des pas perdus et dans les parlements. Et il subit régulièrement des revers, comme récemment le refus du Conseil fédéral de reconnaître une troisième mention de genre<sup>7</sup>. La reconnaissance juridique de toutes les identités de genre est donc loin d'être acquise.

Parallèlement, des dispositifs de soutien aux personnes queer se sont développés dans les cantons. Ces structures sont rarement gérées directement par les pouvoirs publics, mais

---

<sup>4</sup> Voir : Rainbow Europe (rainbow-europe.org)

<sup>5</sup> Voir : Trends, Resultate und Analysen - Zum Nachlesen: Das war der SRF-Abstimmungssonntag - News - SRF

<sup>6</sup> Voir : Transmenschen können Namen und Geschlecht einfacher ändern zentralplus

<sup>7</sup> Voir : Binäres Geschlechtermodell - Bundesrat ist gegen Einführung einer dritten Geschlechtsoption - News - SRF



souvent déléguées à des associations qui fonctionnent avec des subventions publiques renégociées d'année en année<sup>8</sup>. Il en résulte que les services fournis par les associations, qui sont essentiels au bien-être de la communauté LGBTQIA+, sont extrêmement dépendants du bon vouloir de majorités politiques changeantes. Les partis réactionnaires comme l'UDC représentent une menace particulière et directe, mais d'autres partis bourgeois favorables aux mesures d'austérité et aux coupes budgétaires ne doivent pas être sous-estimés.

La progression des droits des personnes LGBTQIA+ au niveau institutionnel va toujours de pair avec une visibilité croissante. Cette orientation progressiste de la société, synonyme de progrès surtout pour un certain groupe de personnes, a éveillé ces dernières années un nombre croissant de forces réactionnaires – des forces qui veulent préserver les anciens ordres mondiaux et donc les rapports de force comme les images hétéronormatives de la famille, afin de pouvoir continuer à jouir de leurs privilèges.

## **2. Les formes de la violence**

Les agressions physiques et verbales sont la forme la plus évidente de violence contre les personnes queer. Il reste cependant difficile de quantifier la violence à l'encontre des personnes LGBTQIA+, car il n'existe pas de statistiques officielles<sup>9</sup>. De plus, les agressions queerophobes ne sont souvent pas portées devant la justice. Cela est dû au fait que les personnes queer ont une méfiance justifiée envers la police. Cette méfiance s'est développée au fil du temps, en raison des registres mentionnés ci-dessus et des différentes expériences des personnes queer avec le personnel de police non formé aux questions queer.

Mais la violence prend aussi d'autres formes, discursives et politiques, qui sont étroitement liées aux agressions directes. En effet, les attaques politiques contre les existences queer qui ne correspondent pas à une certaine norme bourgeoise remettent en question le droit des personnes concernées à vivre dans la dignité et, plus largement, leur humanité. Cette déshumanisation fait justement des personnes queer « non-conformes » des cibles privilégiées pour des attaques violentes.

---

<sup>8</sup>Il existe quelques exceptions à ce principe, comme le poste de « délégué-e cantonale aux questions d'homophobie et de transphobie » qui existe dans le canton de Vaud.

<sup>9</sup> Le canton de Fribourg et la ville de Zurich font exception. (Voir : Hassverbrechen in der Schweiz - Auch Zürich erfasst Hate Crimes – nicht bloss für die Statistik - News - SRF)



Sur le plan discursif, nous sommes aujourd'hui confronté-es à un revers de droite. Ce n'est pas inattendu, mais très dangereux. Dès que les forces progressistes et féministes se renforcent, les forces conservatrices s'en mêlent. La crainte réactionnaire pour leurs propres privilèges et pour le dépassement d'une image clairement hiérarchisée des rôles est sans cesse exploitée par les partis d'extrême-droite, sans tenir compte des victimes dans la communauté queer. Ce revers s'inscrit dans une histoire de revers antiféministes qui surviennent en réaction à des mouvements et des acquis progressistes.

Ce qui est nouveau, c'est que les partis bourgeois-libéraux comme le PLR ou Le Centre (anciennement PDC, PBD) restent silencieux ou étonnamment peu loquaces face à ces attaques. Il y a quelques années encore, les partis populaires s'engageaient clairement en faveur de la promotion des droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+. Dans le cadre du revers actuel de la droite, le silence de ces partis est révélateur. Cela montre que leur soutien aux minorités dépend de l'orientation du discours public et n'a pas grand-chose à voir avec les valeurs prétendument libérales.

L'attaque politique a également lieu au niveau des parlements, sur les réseaux sociaux et les médias traditionnels. Elle est directement liée à l'attaque discursive, puisqu'il s'agit de la mise en œuvre de programmes électoraux. Cela se produit par exemple lorsque l'UDC présente des projets de loi visant à interdire l'écriture dite « inclusive », les spectacles de drag queens ou les transitions de mineurs. Les attaques sont menées par des parlementaires élu-es de l'UDC et par d'autres exposant-es qui, sur les réseaux sociaux, associent tranquillement la queerness à la pédophilie ou veulent protéger les enfants de la « séduction du trans » et des bloqueurs de puberté. Ces récits sont diffusés sur les réseaux sociaux et souvent repris par les médias bourgeois de manière efficace et sans fondement, ce qui renforce l'incitation. Ces récits ne sont pas nouveaux, ils ont été déterrés par leurs promoteurs : les personnes gays, par exemple, ont déjà été confrontées à l'accusation de pédophilie dans les années 1990<sup>10</sup>.

Cette évolution peut être observée au niveau international. Aux États-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Autriche, en Suède, aux Pays-Bas ou en France, ces récits réactionnaires sont également mis en avant et diffusés. Il n'est pas rare d'observer comment les partis d'extrême-droite se copient mutuellement afin de s'assurer des parts de voix. L'UDC copie actuellement de manière particulièrement évidente les stratégies des républicain-es américains radicalisé-es lorsqu'ils lancent des interventions à tous les niveaux du parlement et reprennent les récits correspondants.

---

<sup>10</sup> Voir : Vorurteile wieder da: Gespenst pädophiler Schwuler - taz.de



### **3. L'offensive réactionnaire queerphobe est un revers antiféministe**

Dans le cadre de ce revers, certain-es acteurs-trices veulent opposer les intérêts des femmes à ceux des personnes queer. Ils cherchent ainsi à déstabiliser ou à diviser les féministes. Car cette opposition joue sur des peurs réelles : dans le contexte du démantèlement de l'État social, l'attribution de moyens financiers à un groupe de population signifie nécessairement que ces moyens sont retirés à d'autres. Ainsi, la revendication centrale de l'abolition de la mention du genre dans le registre d'état civil est cooptée par les libéraux, qui y voient une possibilité de supprimer l'assurance maternité et d'obliger les femmes à faire leur service militaire.

Face à ce faux dilemme, seule une réponse de gauche est tenable. Nous défendons un modèle économique social qui alloue suffisamment de ressources à toutes celles et ceux qui en ont besoin. Cela signifie plus d'argent pour les associations queer et les revendications féminines, plus d'espaces pour les femmes et les personnes « TINAQ ». Car l'égalité réelle concerne tout le monde.

## **4. Nos stratégies**

### **4.1. État et institutions**

L'extension de la norme pénale antiraciste (protection contre les discriminations) à l'orientation sexuelle 2020 a une valeur symbolique et politique importante, car elle définit les idées de la société sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. C'est pourquoi nous nous engageons à inclure l'identité de genre et les variations des caractéristiques sexuelles dans la protection contre les discriminations.

La loi n'est pas un remède miracle à la discrimination des minorités, car elle est difficilement applicable. À titre de comparaison, seuls 935 cas ont été enregistrés entre 1995 et 2019, soit moins de 40 par an, ce qui est trop peu au regard de la réalité de la discrimination en Suisse. Notre stratégie ne doit donc pas s'arrêter à la modification de la norme pénale.

L'opinion publique institutionnelle doit évoluer vers l'éducation queer et la création d'espaces queer. Cela signifie tout d'abord un soutien financier aux associations faîtières et aux offres d'aide pour les personnes queer. Nous nous engageons pour des espaces de protection suffisants pour les personnes queer.

En outre, le personnel de sécurité et de santé doit recevoir une formation queer suffisante. Cela implique une information suffisante sur la diversité des genres, les besoins des





personnes trans, y compris des personnes non-binaires, et une sensibilité à la réalité de la vie des personnes queer dans une société où elles sont encore largement discriminées.

Les institutions doivent investir des ressources dans la prévention de l'organisation de la violence anti-queer, par exemple par des groupes fascistes comme le *Junge Tat*. De même, il faut des ressources suffisantes pour l'aide aux victimes et le travail avec les délinquant-es, afin de permettre la resocialisation et la réinsertion.

#### **4.2. La rue**

En tant que mouvement queer, nous ne laisserons pas la rue aux forces réactionnaires. Nous devons nous organiser en réseau, nous aider les un-es les autres, créer suffisamment d'espaces queer et protéger les espaces queer existants. Toute la communauté queer, qu'elle soit de gauche ou simplement libérale, doit être consciente de la nécessité d'une sphère publique queer fière. Une forte cohésion au sein de la communauté est essentielle. Les erreurs passées d'assimilation et donc d'exclusion de toutes les identités qui ne le veulent ou ne le peuvent pas ne doivent pas être répétées. Nous nous tenons ensemble et nous nous fêtons mutuellement. Nous pouvons le faire, comme le prouve le haut degré d'auto-organisation au sein de la communauté. A moyen terme, l'État doit subventionner cette offre afin qu'elle soit suffisante et qu'elle perdure.

#### **4.3. Communication**

Si la population est informée honnêtement, elle sera prête à soutenir les droits des personnes queer. Face à la désinformation de la presse bourgeoise, nous devons utiliser et développer des canaux d'information alternatifs et responsabiliser la presse bourgeoise.

Parallèlement, nous devons utiliser les créneaux que nous obtenons dans la presse bourgeoise pour dire ce qui est. Nous devons attirer l'attention sur les liens entre la stratégie de l'extrême-droite de captation des voix et de maintien des hiérarchies et la menace pour la sécurité des personnes queer.

La gauche a le devoir de nommer la haine et l'incitation à la haine ainsi que de lui refuser la présence dans l'espace public. Car toute incitation à la haine contre les minorités peut aussi prendre une tournure profasciste qu'il faut absolument empêcher.

#### **4.4. Formation**





Il est essentiel de recruter des militant-es de gauche. Un parti de masse a le potentiel d'avoir des membres dans toute la société et ainsi de diffuser ses idées partout. Cela suppose toutefois que les membres soient en mesure de défendre les idées du parti. La formation interne est donc essentielle à la réussite de nos objectifs politiques.

En outre, nous devons également soutenir les efforts visant à intégrer les questions queer dans l'éducation et la formation à tous les niveaux scolaires.

## **5. Conclusion**

Le revers émanant de l'UDC et d'autres forces d'extrême-droite n'est pas surprenant, mais il doit être pris au sérieux. Les partis bourgeois, souvent opportunistes, se taisent, car il y a une lutte de pouvoir entre la société progressiste et une image patriarcale des rôles. Il est donc d'autant plus essentiel que nous, PS queer, prenions clairement position contre la droite et montrions les liens entre ce revers et les luttes de pouvoir patriarcales. Cela implique d'exiger davantage de ressources pour la formation, la protection et l'information. De même, les médias bourgeois doivent assumer leur responsabilité vis-à-vis de la société. La haine et l'incitation ne sont pas des opinions et ne doivent pas être diffusées.

La communauté queer doit se présenter unie dans son ensemble et occuper l'espace qui lui revient. Ce faisant, nous devons porter haut la compréhension mutuelle, la solidarité et la fierté de nos diverses sexualités et identités. Car nous n'avons pas choisi d'être queer, nous avons simplement eu de la chance !